Directeur :
Antoine TURMO
Secrétariat : VIe Union Régionale C. N. T.
Bourse du Travail
Place Saint-Sernin
TOULOUSE (H.-G.)

ABONNEMENT
Annuel .. .. 20,00 NF
Semestriel .. 10,40 NF

ESPOIR

HEBDOMADAIRE ◆ ORGANE DE LA VIe UNION RÉGIONALE DE LA C. N. T. F.

N° 2 — 14 Janvier 1962 — Prix : 0,40 NF

editorial — ALERTE AU PORTUGAL

UNE nouvelle tentative d'insurrection s'est produite au Portugal. Elle a été étouffée dans le sang. Un des dirigeants du soulèvement, blessé et emprisonné, payera sans doute très cher ce nouvel effort du peuple portugais pour se libérer de la dictature de Salazar.

Mais cela n'est que la suite d'une série commencée par l'aventure du « Santa Maria », continuée par le soulèvement de l'Angola, étouffé aussi brutalement et au cours duquel des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent sacrifiés.

C'est la conséquence logique du désastre politique, économique et militaire d'une longue période privée de toute liberté, où l'autoritarisme et la violence de l'Etat s'affichaient avec frénésie. Quand la situation intérieure s'est vue compromise par la situation extérieure, la crise a éclaté : le dernier coup porté au salazarisme a été la perte du Goa, colonie portugaise des Indes, que la Grande-Bretagne, alliée fidèle du Portugal jusquà maintenant, a laissée consommer. Elle ne pouvait faire autrement : l'Inde appartient au Commonwealth. Entre son pacte d'aide au Portugal et l'unité de la communauté qui a remplacé l'ancien empire britannique, MacMillan ne pouvait hésiter.

Nous voilà donc face aux multiples perspectives qu'ouvrent les événements du Portugal pour tous ceux qui placent la liberté du monde au-dessus de tout. Evidemment, la chute de la dictature de Salazar, telle qu'elle est destinée à se produire, ne signifiera pas la libération sociale et économique du peuple portugais. Une « Junta » militaire et civile succédera probablement au pouvoir personnel d'Oliveira Salazar, mais ce gouvernement provisoire sera obligé de procéder à des élections libres, des élections qui ne soient pas une farce sinistre comme l'ont été, jusqu'à maintenant, toutes les élections portugaises. La perte des dernières colonies de ce petit pays, qui jusqu'à aujourd'hui avait réussi à les conserver, posera, avec plus d'acuité, le problème du bas standard de vie des travailleurs portugais, qui, avec les travailleurs espagnols, sont ceux qui détiennent le record des plus bas salaires d'Europe. C'est le problème de la misère des grandes masses agraires, victimes d'un « latifundismo », reflet du « latifundismo » espagnol, condamnées à une demi-famine presque toute l'année.

La perte des colonies représente un coup très dur pour la caste dirigeante portugaise, qui avait la jouissance des exploitations agricoles et minières de ces contrées. En plus, du même coup, le niveau général de la vie économique dans la métropole est aussi voué à une nouvelle disminution. La fin du colonialisme signifie, pour plusieurs pays, l'aggravation des problèmes politiques et sociaux déjà existants.

La désastreuse politique économique de l'équipe Salazar, aujourd'hui débordée par les événements, met en question tout l'échec d'un système. Si politiquement, Salazar est atteint dans sa stabilité, économiquement le système ne peut plus tenir. Internationalement, la grave désertion de l'Angleterre dans l'affaire du Goa, laisse livré à lui-même le dictateur, entouré d'ennemis et de pseudo-amis prêts à trahir. Voilà répétée, à longue échéance, ce qui fut la tragédie de la fin de Mussolini.

Tout cela pose aussi un autre problème, que nos amis espagnols examineront particullèrement : la dictature franquiste pourra-t-elle survivre à la fin prochaine de la dictature salazariste ? Le régime instauré en Espagne, pourra-t-il retarder, à son tour, l'échéance de sa disparition ?

L'Espagne n'a pas de problème colonial. Mais les exigences, chaque jour plus précises, du roi Hassan II, qui réclame pour lui seul TOUT le Maroc, auxquelles l'Espagne jusqu'à maintenant n'a fait qu'opposer des tergiversations, risquent fort de se transformer en action directe. Le sort des enclaves espagnoles — ou de ce qui en reste — est étroitement lié à la solution du problème algérien.

Le mariage du prince D. Juan Carlos avec Sophie de Grèce, définitivement fixé au 14 mai prochain, signifiera-t-il une révision de Franco de la loi de succession et des dates fixées pour son retrait ? L'Angleterre qui abandonne Salazar à son sort, pèsera-t-elle dans la balance franquiste, « conseillant » — fidèle à son obsession monarchiste — une solution constitutionnelle au problème espagnol ? Quelle sera, aussi, l'attitude des Américains face aux événements portugais, qui n'ont fait que se dessiner, et face au problème général de la Péninsule Ibérique ?

Voilà beaucoup de points d'interrogation, placés en tête de cet an 1962 qui vient à peine de commencer. Puisse-t-il apporter la fin de la dictature portugaise et de la dictature espagnole. Puisse-t-il aiguiller les événements vers des voies susceptibles de faciliter la liberté et le progrès de ces deux malheureux pays.

"L'AFFAIRE EICHMANN"

Pour un million de Juifs, Eichmann demandait dix mille camions, neufs, sortant d'usine, munis de remorques et adaptés aux trafics divers. En plus, plusieurs milliers de tonnes de thé, de café, du savon et autres articles de consommation courante.

Pour pouvoir sauver ses coreligionnaires, Joël Brand contacta les alliés en Egypte. Mais les camions étaient du matériel de guerre. Les Alliés refusèrent de fournir une telle aide à l'Allemagne. Brand ne devait plus rentrer à Budapest. Aussi, Eichmann, voyant le temps passer sans obtenir une réponse à son marché, tapant du poing, s'exclamait :

— *Si Brand n'est pas de retour dans trois jours, je remets en marche les moulins d'Auschwitz.*

Et les moulins d'Auschwitz se remirent en marche sur l'ordre de l'Obersturmbannführer, responsable des cinq millions de victimes juives, et ne devaient plus s'arrêter jusqu'à ce que l'Armée Rouge pénétrât dans les camps.

Après Hitler et Himmler, Eichmann est le troisième responsable du carnage des Juifs. Pour bien connaître ses futures victimes, il avait expressément appris le yiddish, et il avait étudié la théologie auprès d'un rabbin de Vienne. Ensuite, il avait séjourné longtemps en Palestine et au Caire, pour enfin devenir le grand expert de la « question juive » du Troisième Reich. Ce fut Eichmann qui conçut les chambres à gaz, et qui organisa sur une échelle industrielle la destruction des Israélites. Il avait même établi le projet, qui fut ensuite abandonné, de concentrer tous les Israélites dans l'île de Madagascar.

DES CADAVRES SUR MESURE POUR LA FACULTE

En 1942, une faculté de Médecine allemande pria l'Obersturmbannführer de lui fournir, pour les recherches scientifiques, 500 squelettes de diverses grandeurs. Eichmann invita alors les professeurs de la Faculté à se rendre au camp d'Auschwitz, où il leur fit passer en revue plusieurs centaines de prisonniers alignés complètement nus devant les baraques. Chaque fois que le professeur choisissait un « sujet », celui-ci était emmené à la chambre à gaz. Les squelettes, préparés ensuite chimiquement, furent emballés et expédiés à la Faculté.

Le 8 mai 1945, dans la débâcle de l'armée allemande, Eichmann fut capturé par les Américains. Avant que ceux-ci eussent réalisé l'importance de leur capture, Eichmann se débarrassa de son uniforme et de ses pièces d'identité, se faisant passer pour un simple soldat de la Wehrmacht. Puis, faussant compagnie à ses geôliers, il se réfugia en Allemagne septentrionale, chez un ancien S.S. Ce dernier réussit à lui procurer du travail sous un faux nom, et pendant cinq ans, l'ex-colonel exerça le métier de bûcheron.

En octobre 1959, le journal israélien « Maariv » publiait une déclaration de M. Acher ben Nathan, directeur du ministère de la Défense, selon laquelle Eichmann se trouvait au Koweit, où il s'occupait de transactions commerciales entre l'émirat et un certain nombre de firmes allemandes. Toujours selon ce journal, le commandement de la Haganah (organisation clandestine juive) avait envisagé, au lendemain de la guerre, d'enlever la famille du criminel pour l'obliger à se rendre. On avait finalement abandonné ce plan pour ne pas irriter inutilement les Américains, des plus favorables à l'idée d'un Etat juif.

QUINZE ANS D'ENQUETE

Mais un homme, un Juif polonais, qui perdit toute sa famille dans les chambres à gaz, ne devait pas oublier le fauve nazi. Pendant quinze ans, l'ingénieur Simon Wiesenthal rechercha, avec une immense patience, les traces d'Eichmann. Après la guerre, il s'établit à Linz, la ville autrichienne dans laquelle Eichmann avait passé une grande partie de sa vie.

— Pendant quinze ans, a déclaré l'ingénieur Wiesenthal, j'ai recueilli une documentation complète et imposante, du poids de 500 kilos, sur le compte de ce criminel de guerre. Ma documentation se trouve actuellement à l'Institut Historique de Jérusalem, sous la dénomination « Collection Wiesenthal ». D'innombrables fois, je suis allé à Nüremberg, où j'ai examiné une grande quantité de matériel, jusqu'à des petits morceaux de papier.

Grâce à ces renseignements et à ceux que recueillirent les services spéciaux d'Israël, Eichmann était suivi dans tous ses déplacements dans le monde.

—*J'ai toujours vécu sous une tension terrible*, a déclaré l'ex-colonel lors de sa capture. *Je me rendais compte, en effet, que les Israélites cherchaient à m'avoir.*

Enfin, l'opération « Yar » (en hébreu « mai ») fut mise à exécution, et s'est conclue sur la capture du criminel de guerre nazi.

Tout en publiant les premiers interrogatoires d'Eichmann et les détails de sa vie, les autorités israéliennes se sont refusées pour le moment de révéler comment et où les services spéciaux avaient pu appréhender Eichmann.

Grâce à certaines indiscrétions, il existe actuellement deux versions sur la capture de l'ex-colonel des S.S. Selon le « Kronen Zeitung », le quotidien de Vienne, Eichmann aurait été capturé en Argentine et transporté en Israël à bord d'un « U-Boat ». Pour étayer cette thèse, le quotidien mentionne l'affaire du submersible inconnu, auquel on donna, pendant plusieurs jours, la chasse le long des côtes argentines.

Selon l'autre version, dont la source serait la colonie israélite de Buenos-Aires, Adolf Eichmann aurait été enlevé d'Argentine le 21 mai, dans un « Britannia », un avion de la compagnie israélienne El-Al, qui avait amené la délégation officielle israélienne aux cérémonies marquant le centcinquantième anniversaire de l'indépendance argentine. Cet avion aurait brûlé l'escale de Rome pour se poser directement en Israël.

(Suite en page 2.)

La Conférence du professeur Carlos RAMA
à la Faculté des Lettres de Toulouse

« LES CLASSES SOCIALES EN AMERIQUE LATINE »

Lundi, à 17 heures, à la Faculté des lettres, salle Baradat, M. le docteur Carlos M. Rama, professeur de l'Université de Montevideo, a parlé des classes sociales en Amérique latine.

Etaient présents : MM. Paul Mérimée et Krynen, professeurs de langue et littérature espagnole ; Jean Sermet, chargé d'enseignement de géographie de l'Espagne et pays hispaniques ; Nougué, chargé d'enseignement d'espagnol... De nombreux étudiants assistaient également à la conférence.

Le docteur Carlos Rama a donc fait le point sur la situation des classes sociales dans les pays de l'Amérique latine qui ont hérité du système social colonial ou système de castes. Schéma colonial, base de diverses situations sociales dont les plus typiques correspondent aux communautés indigènes et aux propriétaires terriens.

Dans la situation actuelle de ce système, il faut noter la grande influence des pays industriels impérialistes. Par opposition aux pays les plus développés, le schéma des classes latino-américaines est caractérisé par une classe supérieure très réduite et une classe moyenne peu importante numériquement elle aussi. En ce qui concerne la classe supérieure, un cas typique, c'est celui du « latifundista », producteur terrien important. Quant à la classe moyenne, sa situation correspond à celle des nouvelles classes moyennes urbaines : employés, techniciens, professionnels...

Les classes inférieures, elles, trouvent leur expression caractéristique dans le valet de ferme : le péon. La condition des Indiens isolés de la vie sociale des pays qui ne connaissent pas l'idiome du pays où ils résident.

(Suite en page 2.)

REPORTAGES

VIII - CHINA, hoy

Por Víctor GARCIA

El resto son colinas artificiales, donde se hallan desparramadas más de cien construcciones, con los nombres que ya empiezan a sernos familiares: Salón del Placer y la Longevidad, Salón de la Virtuosa Armonía, Mar del Templo de la Sabiduría, Colina de la Longevidad, Pabellón de la Fragancia de Dios, Salón de la Benevolencia y la Longevidad. El signo ideográfico chino de la *longevidad* se repite como una obsesión, como si la emperatriz viviera aferrada a la idea de la muerte y quisiera ahuyentarla, esgrimiendo a cada momento el complicado signo.

En China la arquitectura ha sido comparada a las artes menores y se ha subestimado siempre su importancia frente a la caligrafía, la pintura, la música y ello a pesar de las magníficas expresiones que las generaciones pasadas han dejado a la posteridad. En la Colina de la Longevidad (Wan Shou Shan), hay construcciones verdaderamente magníficas, como lo es la pagoda de la Sabiduría y el paseo cubierto que bordea el gran lago, ricamente pintado y adornado. Feliz combinado de arquitectura y escultura, lo es el puente de las diez y siete arcadas, construido en mármol blanco y el barco, de mármol blanco también, en la orilla del lago, que es el único vestigio de la armada con que tenía que contar la China. Tzu Hsi se burló de sus ministros y despilfarró el presupuesto nacional para construir su Yi Ho Yuan (Palacio de Verano). Como concesión muy oriental, mandó construir un barco que los ejércitos occidentales no pudieran hundir, y allí, en la orilla, sobre cimientos bien sólidos, se yergue el barco de mármol blanco, donde muchas tardes iba la emperatriz a tomar su té.

Desde el palacio de Verano se divisa a lo lejos la pagoda de la colina de la Fuente de Jade. Son cerca de dos kilómetros a recorrer en autobús. Es una colina con varios templos. En uno de ellos está el gran Buda Durmiente, una estatua colosal que reclamó 250 toneladas de bronce fundido. Más allá está la original construcción de la célebre Pagoda de las Nubes Azules, donde reposó por cuatro años el cuerpo de Sun Yat Sen, hasta que fué terminado el Mausoleo de Nanking. El lugar es apacible como pocos. Una arboleda tupida y una serenidad ambiental, hacen abandonar el sitio con pesar.

La zona tiene gran encanto. El camino está toscamente empedrado con grandes losas y hay una gran actividad campesina. Veo con extrañeza una trilla de arroz. Extrañeza, porque la latitud de 40 grados norte está demasiado alejada de las regiones genuinamente arroceras, que muy tímidamente franquean la orilla izquierda del Yang Tsé.

(A suivre)

EL VIAJE DE KENNEDY

Según se dice, el viaje del presidente Kennedy ha sido un éxito. A juzgar por las evidencias gráficas que se exhibieron al salir, en el curso de su itinerario y al regresar, se puede decir que ha sido más afortunado que el vicepresidente Nixon.

Sin embargo se temía lo contrario. Eso se expresaba desde Washington antes de salir. Y dicha expresión tenía carácter oficial. Sin duda que por esto se tomaron toda clase de medidas. Con la importancia universal que tenía su viaje, o que pretendía aquí tenía, no se podía enfrentar con otro fiasco como el sucedido a Nixon hace dos años.

Metódicamente, lo mismo se han organizado la protección personal del presidente que las manifestaciones y aplausos conferidos por las supuestas multitudes que a su paso le esperaban. En Puerto Rico la manifestación de simpatía y la concurrencia fué imponente. Sería interesante saber cuanto le costó al Tesoro de Washington, y al de Puerto Rico, tan vehemente adhesión hacia Mr. Kennedy. Tuvimos inclusive la amarga experiencia de ver en fotografía, y ésta exprofesamente publicada en la prensa nacional, como inclinado hacia el suelo, Pablo Casals besaba reverentemente la mano de madame Jacqueline Kennedy.

Además de su concierto musical en la Casa Blanca, de su manifestación de afirmación ideológica con el presidente Kennedy, a la que se dió extensa publicidad en la prensa, y de su besamanos últimamente a la primera dama nacional, quizá que con otras cuantas adulaciones más consiga Casals que Kennedy decida darle el puntapié al general Franco. Sean cuales fueren los resultados de tan inexplicable, innecesaria adulación continua, amarga ver al genial músico identificado y adherido a esta última carnavalada.

No nos cansemos de repetirlo, y por lo mismo volvamos a repetir otra vez que, como las anteriores administraciones, la de Kennedy sigue reconociendo al gobierno de Franco. Y a éste, manteniéndolo en el poder.

Repetirlo conviene asimismo indicar que sin pedirlo nosotros, Casals hizo promesa de no prestar servicios ni morales ni musicales a aquellos países que habían o hubiesen reconocido el régimen de Franco.

De Puerto Rico, siguiendo al pie de la letra el itinerario del viaje, Mr. Kennedy pasó a Venezuela. Allí recibió igualmente ovacional acogida. Y eso, en las televisoras nacionales se exhibe. La multitud parece desde las mismas numerosa. Los agentes de publicidad pro viaje Kennedy no coinciden en el número de ovacionantes. Muchos de éstos afirman que en una sola ciudad de Venezuela ascendían a 600.000. La opinión de otros es que el número de vitoreantes llegaba al millón.

No se le da importancia sobre si el número ha sido de más o de menos. Verdad es que para el Wáshington oficial y la opinión nacional lo casi más importante del viaje es el número de los que salieron a recibir a Kennedy. Si es grande, ello implica adhesión y prestigio para el presidente y para los Estados Unidos. En lo que se refiere a Latino América, y ante los ojos del mundo, bien se necesita eso después del sensacional fiasco de Cuba.

A lo que se le ha de dar importancia y hacer persistentemente hincapié sobre ello, por lo que en sí tiene de vergonzoso, repulsivo, es el hecho de que las calles de la ciudad venezolana fueron hinchadas con 35.000 soldados, movilizados, pertrechados con tanques, y en una palabra, con todo un equipo militar moderno. No estaba allí ese ejército como simple espectador o como habitual guardia de honor, honrando al Estado venezolano y al presidente de los Estados Unidos. Lo estaba, simple y vergonzosamente, para sofocar con la fuerza bruta toda manifestación de protesta contra la presencia del presidente Kennedy o contra los objetivos y propósitos que le llevaban allí.

Amarga ver cómo Pablo Casals sirve de besamanos, besando a la primera dama estadounidense; subleva sin embargo presenciar esa exhibición de fuerzas marciales en las calles venezolanas, con fines de represalia contra quienes manifiesten su descontento por la presencia de Mr. Kennedy.

Un señor ministro venezolano, al indicar los periodistas que tales medidas marciales eran inconsistentes con el espíritu de libertad que anima a la gran democracia venezolana, contestó que se hacía para proteger el honor y la dignidad nacional. ¡Qué sería del Estado, democrático o dictatorial, y qué sería de sus hombres más representativos si no pudieran tener a mano, lo mismo que ciertos ladrones la máscara, tan vergonzosas sutilezas dialécticas! ¡Bendito honor nacional, bendita dignidad de lo mismo; cómo se confunde y cómo se sirven de vosotros gran infinidad de puercos!

¡Y pensar que el hombre más representativo del gobierno venezolano ha tenido que salir de su país fugado, exilado, por las mismas razones — o parecidas — que ayer no más encarcela para que no expongan sus puntos de vista políticos y manifiesten su descontento por la presencia de Mr. Kennedy!

Evidentemente, el único con derecho a protestar y denunciar tal señalado día era el presidente de los Estados Unidos. Denuncia a las dictaduras: a los comunistas nada más, pues nada dice de la de Franco. Exalta por otra parte las democracias y sus virtudes, inclusive la de poder movilizar 35.000 soldados en un santiamén y con el fin de represalia. De nada acusa y denuncia a esas minorías acaudaladas, que han gobernado y siguen gobernando a aquel desventurado continente y que han sido y son los verdaderos causantes de las miserias, de la pobreza, del bajo nivel cultural y por lo mismo del vergonzoso analfabetismo en que viven esos pueblos.

Lo mismo en Venezuela que en Colombia, no se limitó el presidente Kennedy a hacer las denuncias indicadas. Exhortó también a los pueblos latinoamericanos para que no aceptaran filosofías políticas extranjeras. Teme la infiltración comunista y castriste y por esta razón exhorta. De lo que evidentemente es inconsciente Mr. Kennedy, es que contra la filosofía política comunista y castrista aporta él la suya. Como la otra, es igualmente extranjera. Consecuentemente, los pueblos latinoamericanos deben de repudiarla también. Porque se exhorta para que se repudie TODO lo extranjero. ¿Estamos?

Por afinidad de raza y de tradición histórica, por coincidencia de idioma y por otras muchas razones, el castrismo resulta mucho menos extranjero en Latino América que lo es la filosofía política y diplomática que el presidente recomienda para esos países. Es una filosofía política tipo de la de Monroe.

MARCELINO

L'affaire Eichmann

(Suite de la page 1.)

BORMANN EST VIVANT

En effet, la sensationnelle capture d'Eichmann pose devant l'opinion le problème des autres criminels de guerre qui ont échappé au châtiment. L'un des membres du groupe qui enleva Eichmann a déclaré :

— *Nous savons que Bormann est vivant. Le filet se resserre autour de lui, et nous sommes décidés à l'avoir à tout prix !*

Jusqu'à présent, on croyait que Martin Bormann, le « dauphin » d'Hitler, était mort dans le bunker de la Chancellerie avec le dictateur du IIIe Reich. En réalité, Bormann se trouverait depuis 1952 en Amérique du Sud, en compagnie d'autres anciens dignitaires hitlériens, où, sous la fausse identité de Joë Possea, il serait considéré comme le chef suprême d'une organisation néo-nazie.

On continue à sous-estimer, depuis la fin de la guerre, le rôle occulte joué par les mouvements clandestins formés d'anciens chefs S.S. et de leurs complices allemands ou d'autres pays.

Ces dernières années, les services de sécurité français ont découvert plusieurs indices de tels organismes agissant sur le territoire : nazis, oustachis croates, néo-fascistes.

L'ESPAGNE ET L'ARGENTINE REFUGES DES NAZIS

L'Espagne est, depuis la fin de la guerre, le principal centre de ralliement des forces nazies, qui y tiennent des réunions de plus en plus ouvertes. Depuis la mort de Pavelitch, le chef des Oustachis croates, qui recevait dans le couvent où il avait trouvé refuge des envoyés du mouvement nazi mondial, son principal adjoint, le général Loubovitch qui, pendant la guerre, massacra des dizaines de milliers de Juifs, en même temps que des Serbes et des Tziganes dans le plus grand camp de la mort yougoslave, fait montre d'une activité débordante. Tout récemment, il s'est tenu dans ce pays un véritable « congrès » néo-nazi, auquel participait également Skorzeny, autre rescapé de l'après-guerre.

C'est grâce à cette puissante confrérie que des criminels de guerre comme Eichmann, Pavelitch, Loubovitch, Marcel Déat purent si longtemps, ou jusqu'à la fin de leur vie, échapper au châtiment et poursuivre dans l'ombre leur œuvre diabolique. L'une des conséquences en fut la violente campagne antisémite de l'hiver dernier.

Aucun pays n'a autant aidé les nazis dans les deux dernières décades que l'Argentine. Aujourd'hui encore, très nombreux sont les groupes qui s'y sont reformés, avec des moyens puissants, publiant des organes, voyageant, jouant un rôle souterrain dans les affaires internationales, gardant un contact constant avec les nazis demeurés en Allemagne. Dans les deux « Allemagne », faut-il préciser. Car si les communistes ne cessent d'attaquer certains hauts fonctionnaires ex-nazis d'Allemagne fédérale, ils omettent de préciser qu'eux-mêmes ont placé à de nombreux postes-clés d'anciens officiers supérieurs S.S. et même des criminels de guerre notoires...

Ch. GENTILLON.

La Conférence du professeur Carlos RAMA

(Suite de la page 1.)

Une sous-classe très importante en Amérique latine est constituée par les chômeurs, spécialement agraires, malgré que dans les villes il y en ait également, à l'occasion.

Il est intéressant d'établir un parallèle entre les conditions de vie de ces classes latino-américaines et celles correspondantes européennes. Et de comparer aussi entre eux les pays sud-américains.

Pour le conférencier, le Brésil et le Mexique sont les pays les plus caractéristiques quant au mode de vie existant en Amérique du Sud.

Par contre, l'Argentine et l'Uruguay font exception, avec une structure sociale plus avancée.

Mais, d'une manière générale, les classes sociales n'ont pas conscience de leur importance, et il n'existe pas, à proprement parler, de lutte de classe. La dynamique sociale de ces pays est par ailleurs très différente de celle des pays européens. C'est au fur et à mesure que ces classes populaires prendront conscience d'elles-mêmes, qu'elles parviendront à la révolution sociale d'une façon plus ou moins brutale.

L'avenir reste lié à la poussée démographique qui monte avec rapidité en Amérique latine.

Le conférencier, très applaudi, fut remercié par M. Paul Mérimée qui a voulu voir dans son exposé un espoir optimiste.

Pierre AYMARD.

Lettres - Critique littéraire

Letras hùngaras

TIBOR DERY
o un humanismo revolucionario

Coincidiendo con un nuevo aniversario de la revolución húngara de 1956, la Editorial Proyección acaba de publicar Niki o la historia de un perro, *de Tibor Déry. Este es uno de los mejores escritores de la Hungría contemporánea y al mismo tiempo uno de los que ocuparon un lugar muy importante en el desarrollo de la insurrección popular desde el lado de los intelectuales.*

Nacido en el seno de una familia burguesa hacia fines del siglo pasado, sobrevivió a algunas largas enfermedades infantiles y terminó sus estudios en Suiza, recorriendo Europa después, ya enteramente dedicado a la literatura. Desde el comienzo de su carrera y en plena juventud adhiere al Partido comunista. Con Lukacs y algunos otros es uno de los primeros intelectuales húngaros que adhirieron a la política comunista desde los tiempos heróicos de la clandestinidad. Conoció entonces el exilio y la prisión bajo el régimen de Horthy.

Sus obras mayores pertenecen al periodo de su madurez. Sólo después de la segunda guerra, Déry publica una obra voluminosa, La frase inacabada, *saludada por Lukacs como una de las grandes novelas de este siglo. Para entonces, su popularidad es ya enorme en su país y su influencia entre los estudiantes y los intelectuales del Partido es notable. Pero al mismo tiempo empiezan a formularse contra él, por parte de los elementos más políticos, las primeras críticas. Todo lo que sucedió después, vino a confirmar su indiferencia hacia estos críticos, cuya peligrosidad no podía desconocer.*

Un repaso sumario a la biografía de Déry, indica en él una independencia de carácter, incompatible con el criterio burocrático de la política y de la literatura. De ahí que el hombre que había servido fielmente al Partido clandestino, empezara a tener tropiezos con el Partido en el poder. Las cosas cambiaban para mal.

La segunda obra de Déry, La Respuesta, *que empieza a publicarse en los años de auge comunista, aspira a ser un enorme fresco de la vida húngara contemporánea. El protagonista es un muchacho obrero que empieza a actuar hacia 1930. A través de él, se vé y se enjuicia el desarrollo social y político de Hungría. Dicha obra, que debía contar con cuatro o cinco volúmenes, tenía que relatar minuciosamente todo el proceso de los años más álgidos de la vida europea. La reacción que el primer volúmen suscitó en los medios oficiales del Partido fué tan violenta, que la publicación de la obra quedó trunca, probablemente para siempre.*

En La Respuesta, *Déry tenía la intención de llevar las premisas del realismo hasta sus últimas consecuencias. Para ello, no podía pasar por alto los años de la ocupación soviética y principalmente el momento en el que las tropas de Stalin se vuelcan sobre Hungría. En una entrevista con Tibor Meray, entonces redactor de la revista literaria* Csillag, *le decía: «Claro que hablaré también de nuestra liberación. Es sobre todo de esa etapa de la que hablaré en mi novela, aunque ya sé que entonces centenares, miles de mujeres fueron violadas... Si pasara ese hecho en silencio, sería culpable de una omisión que pesaría sobre toda la obra, despojándola de su autenticidad».*

⁂

El primer tomo de La Respuesta *promovió críticas severísimas contra Déry: desviacionismo, tendencias antipartido, prejuicios burgueses de orden moral. El gran inquisidor de la cultura húngara en aquel entonces, Jozsef Révai, ministro de cultura popular, escribió contra él: «este autor, a pesar de ser miembro del Partido, mantiene ciertas reservas aristocráticas... Durante la discusión que ha seguido a la publicación de* La Respuesta *ha declarado que «el escritor se esfuerza por defender el derecho que tiene de escribir lo que quiera». Pero entre nosotros el escritor no tiene ese derecho». Es decir, no tiene el derecho a la verdad si ésta no coincide con los intereses del Partido aliado a los intereses del poder.*

Déry, espíritu independiente, fervoroso antiestalinista y escritor inmensamente influyente en la Asociación de Escritores y en el Círculo Pëtoffi, sigue defendiendo, contra ese criterio sectario y restrictivo, el derecho a la libertad de creación, a la libertad de expresión, a la libertad simplemente. En la famosa reunión del Círculo Pëtoffi del 27 de junio, ante seis mil personas, Déry vuelve a la carga contra los burócratas en un discurso que debía valerle, pocos días más tarde, la exclusión del Partido. Dice en su discurso: «Desde 1948 hasta estos últimos tiempos, la tendencia predominante en este país ha sido la de ocultar la verdad... Mientras sigamos dirigiendo nuestra crítica contra las personas, sin preguntarnos si los errores no provienen del sistema y de su ideología, sólo podremos cambiar un mal contra otro mal menor... En nuestro régimen socialista no solamente debemos buscar los defectos que permiten a los dirigentes abusar del poder, sino también aquellos que nos vuelven incapaces de humanidad hacia nosotros y hacia los demás».

El día 30 de junio, Déry era expulsado del Partido por el Comité Central. La Célula comunista de la Asociación de Escritores se había negado a formular la expulsión. Pero inmediatamente se desató una ola de protestas en los medios intelectuales contra esta medida, mientras se acercaba la hora dramática de la insurrección, a la que, según Les Temps Modernes, *este asunto contribuyó en gran parte.*

Después Déry integró, con el compositor Zoltan Kodály y otras personalidades representativas, el Consejo revolucionario de los intelectuales.

⁂

Debajo de una historia simple y humana Niki o la historia de un perro *es una novela en la que laten una emoción y una sensibilidad profundamente depuradas por la experiencia. El tema es el de las relaciones cada vez más intensas y complejas entre una perra —Niki— y sus nuevos amos, el ingeniero Ancsa y su mujer.*

La historia empieza en 1948, año en el cual los comunistas húngaros parten decididamente hacia la conquista total del poder, compartido hasta ese entonces con otros sectores políticos. Es, pues, el año que inaugura, para Hungría, el nuevo tiempo. Cuando Niki conoce a los que luego van a ser sus amos, ha comenzado la depuración en el Partido socialista, las empresas de más de cien obreros son nacionalizadas, el Partido comunista se anexa al socialista después de la «depuración» y, finalmente, tras una dura persecución contra los grupos liberales y los pequeños propietarios, el cardenal Midszenty es encarcelado. Una frase de Déry en esta novela definiría a la perfección ese movimiento de la historia político-social de Hungría: «Cada uno construye como puede su infierno o su paraíso». Era su infierno el que los húngaros, sin saberlo, estaban ayudando a construir.

Aunque la novela de Déry a que nos estamos refiriendo se consagra principalmente a describir las derivaciones emocionales que las relaciones entre Niki y el matrimonio Ancsa producían, siguiendo el hilo del relato se puede apreciar toda una visión subjetiva de la vida de Budapest en la época stalinista y, en un plano más profundo, las experiencias del propio autor sobre la vida en general. Por eso interpola constantemente en el texto de la novela expresiones que ofician como signos intencionales, como claves para posibilitar un entendimiento secreto entre el autor y su público. Por ejemplo, ¿cómo no descubrir una denuncia del celo sectario del partido en esta frase?: «La pureza moral llevada hasta una minucia cruel, puede provocar una actitud inhumana opuesta a la corriente de la vida».

Contra esa actitud inhumana, paradójicamente, se afirma la relación entre Niki y sus amos, defendiéndolos contra la sequedad en base a una correspondencia de afectos puros y desinteresados en contraste con el mundo inmediato. Porque si bien Ancsa y su mujer son miembros del Partido, insospechables hasta cierto punto de ninguna actividad contraria a los intereses políticos del mismo, no han maleado su espíritu en el oportunismo. Son dos seres algo primarios y derechos, con nociones claras del deber, que hasta aceptan con benevolencia a pesar de las privaciones a que la nueva situación los somete. Creen en el futuro, ya que en el presente es difícil creer. Hasta que de repente ese sistema simple de creencias se derrumba. El ingeniero, promovido a director de fábrica, castiga a un burócrata convicto de malversaciones. Pero éste es influyente en las «altas esferas» y Ancsa cae en desgracia, tornándose «retraído y taciturno como la imagen del país».

En la medida en que la soledad y el desaliento van ganando el espíritu del ingeniero, sus relaciones con Niki se van volviendo patéticas. En el relato se insinúa una como premonición de las desgracias que acechan. Hasta que el ingeniero, sin que se sepa cómo ni por qué, es detenido y desaparece, mientras Niki espera cada tarde, junto a la mujer desolada, la improbable llegada del amo. En esa fidelidad que comparten, el animal y la mujer envejecen juntos en medio de las mismas privaciones, la misma incomprensión, las mismas irrisorias asechanzas, la misma ausencia de libertad: ella encerrada en un país, de la misma manera que Niki había visto reducido su mundo, al faltar el ingeniero, a un rincón de apartamento ciudadano. Ambas han perdido más o menos conscientemente el gusto de la vida, raídas sus almas —¿tienen alma los perros?— por la falta de estímulos para vivir mejor. Y es en ese silencio espeso y duro que rodea a los hombres bajo las dictaduras, que se extingue la vida de Niki, precisamente la noche en que su amo vuelve al hogar después de cinco años de prisión. A las preguntas de su mujer, no puede responder nada: ninguna explicación le dieron al detenerle, ninguna explicación le han dado al soltarlo. La vida va a recomenzar, pero, ¿cómo? Tal vez la respuesta estaba en el triunfo al que aspiraban los revolucionarios de 1956. Pero el silencio sigue.

Benito MILLA.

CONFERENCE SYNDICALE INTERNATIONALE
sur l'Espagne

(Suite de la page 8.)

cée sur eux de diverses façons par le régime franquiste, rendent difficile pour les organisations syndicales libres espagnoles le contact avec eux et le travail de propagande. D'autre part, la propagation et la diffusion des idéaux du syndicalisme libre en Espagne, bien qu'intensives, se heurtent à d'immenses difficultés causées par les persécutions constantes exercées par le régime comme par le nombre forcément limité des travailleurs atteints par cette propagande.

Il faut signaler à ce propos la propagande radiophonique effectuée régulièrement par les pays totalitaires et le résultat négatif des démarches entreprises par le mouvement syndical international pour obtenir une place dans les émissions de radio afin de s'adresser aux travailleurs d'Espagne depuis un pays démocratique.

RECOMMANDATIONS

De ce qui a été indiqué précédemment, il ressort qu'il est évident, nécessaire et, par conséquent, recommandable :

a) que les organisations syndicales du monde libre s'efforcent, par les moyens qu'elles croient être les meilleurs, de manifester concrètement leur appui et leur entière solidarité aux syndicalistes espagnols incarcérés et leurs familles, par exemple : (1) par des dons matériels ; (2) la présence de juristes délégués par les organisations aux procès intentés contre des syndicalistes démocratiques ; (3) des campagnes de presse syndicale ; (4) par l'appui et la coordination des démarches de la C.I.S.L. et de la C.I.S.C. auprès des Nations Unies et de l'O.I.T. spécialement, et par la dénonciation continuelle et efficace devant leurs gouvernements et l'opinion publique de la violation ininterrompue par le régime de Franco des droits politiques et syndicaux les plus élémentaires ;

b) que soit dénoncée et contrecarrée toute aide économique au régime de Franco, soit de la part d'organismes intergouvernementaux, soit d'aides bilatérales de gouvernements démocratiques, l'expérience ayant prouvé que de telles assistances ne servent qu'à renforcer la dictature et n'améliorent d'aucune manière le niveau de vie des travailleurs ;

c) que soient créés dans les différents pays les services indispensables sur le plan national, régional ou local en faveur des travailleurs afin de les incorporer au syndicalisme militant, de les protéger et leur obtenir des conditions de travail égales à celles des travailleurs indigènes, de leur inculquer les principes et les méthodes du syndicalisme démocratique et d'éduquer et de former les cadres indispensables au syndicalisme démocratique futur en Espagne ;

d) que la tâche des syndicalistes démocratiques espagnols parmi les travailleurs émigrés comme en ce qui concerne l'impression de la propagande nécessaire à la distribution à l'intérieur de l'Espagne, soit facilitée et encouragée ;

e) que toutes les possibilités dans les pays respectifs soient examinées et que l'autorisation d'obtenir de la place dans les émissions radiophoniques soit obtenue des gouvernements démocratiques afin que des nouvelles concernant le syndicalisme libre et démocratique puissent être communiquées à l'Espagne.

Résolution sur le Point 2 de l'Ordre du jour de la Conférence Syndicale internationale célébrée à Bruxelles, le 29 octobre 1961, par la C.I.S.C. et la C.I.S.L.

COLLABORATION

«De cara a España»

Un querido amigo y compañero de Montblanch, Ramón Porté, acaba de publicar sus ya 6 trabajos sobre el tema que nadie debía haber olvidado, «De cara a España».

Con su lectura, aparte la emoción de comprobar cuales son los que están y los que no son ya, hemos experimentado el placer de saber al viejo amigo Porté, exponente con Pablo Palau y José Arans, y el viejo e incansable Fidel Marti, ya fallecido, en la provincia de Taragona, por los años 18 al 22 conmigo, de un sentimiento integro por las ideas anarquistas que han perdurado hasta esta hora presente.

El lenguaje del amigo Porté, que tanto nos recuerda las campañas juntamente realizadas con los buenos amigos Viadiu, Libertad Ródenas, Rosario Dolcet, el fallecido Ayguaviva y algunos otros, en los pueblos de la provincia de Tarragona, en aquellos días venturosos, es el lenguaje de los que no han olvidado el apotegma de Lamennais, cuando decía a los «desengañados» de la causa cristiana: «si no queréis acordaros de Cristo, acordáos por lo menos de las catacumbas». Y que nosotros, corroborando y asintiendo en los argumentos del buen amigo Porté, traducimos asi: Si el militante de la C.N.T. y del anarquismo, gracias al circunstancial hecho de haber superado su condición económica, no se acuerda o ha decidido olvidar las ideas que lo llevaron al exilio, por lo menos que se acuerde de lo que por ellas sufrió, y que gracias a ellas, hoy goza de ventajas que seguramente, de no haber sido luchador de la C.N.T. y del anarquismo, no gozara en la actualidad.

Muy bien, amigo Porté. Es halagador y compensa en algo cierta amargura por el panorama actual, comprobar que no en vano la obra de los de ayer tiene su expresión de continuidad en quienes pensaron siempre que las ideas y la C.N.T. no eran campos apropiados al lucro ni a la vanidad, a cuya feria únicamente pueden asistir los faltos de escrúpulos, carentes de memoria y débiles de pensamiento ideológi o.

Al leer tus trabajos, amigo Porté, compruebo que no estamos solos, algunos de los que nos hemos venido esforzando en recordar a los militantes olvidadizos sus deberes para con la lucha por la liberación de la España oprimida y ensangrentada.

Tu recordatorio, lisa y llanamente elevado en su lenguaje, pero de una profundidad y generosidad tan peculiares a nuestro «viejo anarquismo», debería hacer pensar y reaccionar a cuantos sean capaces de sentir y comprender las razones que guían tu pensamiento y tus sentimientos, al estamparlos en las páginas de nuestra prensa.

Caballo de batalla ha sido para mi y para algunos compañeros más, el recordar a los que podríamos llamar «bien hallados modernos», el olvido en que han tenido el problema de la liberación de nuestro pueblo, atareados en atender las mil superficialidades que ayer tanto supieron combatir en las clases burguesas. Y no he hallado el camino aun para hacer entender, como debe corresponder al verdadero militante de la C.N.T. y del anarquismo, el deber de dedicar a los luchadores del interior, que, como ayer nosotros, carecen de los elementos más indispensables para realizar una obra eficaz encaminada al derrocamiento del franquismo, el máximo interés y el máximo desinteresado apoyo en su obra liberadora.

El ambiente materializado, remedo de la sicosis de nuestra guerra que se traducía en aquel fatalista y simplista «de todos modos, si cae una bomba no escaparemos», para justificar cierto desvio «impuesto» por la guerra, que no por la revolución, subsiste aun en este exilio. Y en base a tal convencional principio, se aceptan todas las vulgaridades y todas las acciones que nada tienen de común con las ideas, pero que proporcionan una vida material que jamás habían soñado muchos de los olvidadizos hombres de la C.N.T., ayer tan enteros, y hoy tan completamente divorciados de nuestra etica.

Ciertamente, según tu párrafo final del trabajo VI, «Es preferible entrar libremente en nuestro país, que con el pasaporte de Franco», pero ahora está de moda regatear unos pesos a favor de los presos, para poder llevar a Franco las divisas que van prolongando su estabilidad en el poder. *Los nuevos tiempos,* lo moderno, estriba mejor en gastar diez mil pesos en viaje de turismo a España, que contribuir con cien en las listas anuales que se hacen para ayudar a los que gimen en las cárceles por haber sabido continuar la lucha contra el tirano.

No obstante, es preciso no desmayar en la tarea de propugnar por la obra en pro de la liberación de nuestro país.

El futuro de España, habrá de forjar, con los nuevos ya auténticos valores espirituales o ideológicos, la verdadera fisonomía libertaria que haga de nuestro pueblo un pueblo de hombres pensantes y constructores de una libertad que jamás pueda ser adulterada.

Y nada más, al amigo Porté. Firmes en el camino, y los que quieran emular a la mujer de Lot, que con su pan se lo coman.

H. PLAJA.

Comentario

LA «HORA TONTA»

Es de gran arraigo en las gentes, la tendencia a dar por seguro que sólo en la mujer concurre la especial circunstancia de lo que el vulgo denomina «la hora tonta». Y, sin embargo, los numerosos hechos que a diario acontecen, prueban como todos los mortales, sin distinción de sexo, tenemos cada dia nuestra hora tonta. Pues a no ser por esos sesenta minutos de tontez diaria, no medrarían los muchos timadores que tan buenas mañas se dan para cazar y «desplumar» «pardillos»; ni andarían a plena holganza los incontables «sablistas», que con un rostro y unos decires tan de lástima, que meten el corazón en un puño a cualquiera, se presentan al prójimo, le sacan los cinco duritos, y a seguir viviendo su «perra» existencia; ni habría quienes se disparan de optimismo por dichos o hechos que, analizados friamente, muestran una imagen opuesta a la forjada bajo el signo de ese breve tiempo de memez, etc. Desde luego, lo estupendo sería que cada uno de nosotros supiéramos cual es esa nuestra hora boba —que más de una vez nos hace exclamar: ¡Mi madre, si lo llego a saber!— para asi evitarnos de ser víctimas de engañifas. Pero como ello no es posible, porque no somos nadie para torcer la linea establecida, pues no hay más remedio que seguir sin chistar, ni tirarse de los pelos, el rumbo trazado por esa ley de fuerza mayor que nos impone su cabal observancia.

Y pues yo soy un mortal más sometido al imperativo de esa regla, he aquí como dias atrás, al fijar mi atención en una noticia, insertada en el diario «Madrid», cuya cabecera decía que «Solís ha hecho hoy visitas de despedida», me disparé y me dije: «¡Huy que gusto! ¡Ya empieza el desfile!». Pero, ¡si, si! Leida con más detenimiento, me enteré de que las tales visitas de despedida no se parecían en nada a las por mi imaginadas, pues ampliaba: «El ministro secretario general del Movimiento... ha realizado hoy algunas visitas de cortesia a funcionarios vaticanos... antes de salir para España».

Claro que no es menester ser muy largo de entendederas para adivinar que esas «visitas de despedida» hubieron de ser realizadas por el ministro «antes de salir para España», porque, caray, ¿cómo diablos hubiera podido llevar a cabo las tales, a esos funcionarios vaticanos, después de salir de Roma? Y es que los «chicos» de la Prensa acaudillada, en sus horas bobas, escriben cosas, como: «...y yo vi entonces sus ojos, llenos de dulzura, con sabor a almendra amarga, hechos de arena y plantas húmedas...», Mútua Guipuzcoana de Seguros. Se invita a todos los socios fallecidos y familiares a la misa con responso.....»; «Pero dejar un periódico después de trescientos años de colaborar en él da un poco de apuro...»; «Su voz de limón moreno sonó a madreselvas de plata...»; «Quise decir no, pero se me entablilló la lengua...»; «Las judias, los garbanzos y otras bagatelas son bisuteria... lucen mucho pero valen poco». Sobre esto último, es de suponer que más de uno haya pedido a quien tal escribe diga dónde compra bisutería a veinticinco pesetas el kilo, precio al que se venden garbanzos y alubias.

Por cierto que el señor Solís se hallaba en Roma, porque a ella acudió, con toda la prestancia de su jerarquia sindical, a presidir la «magnífica» caravana de seis mil «productores» españoles que, en «representación de nuestro mundo del trabajo», llegó a la Ciudad Eterna a rendir fervoroso homenaje de gratitud a Juan XXIII por su «Mater et Magistra», que hoy, por fortuna, es la pauta doctrinal sobre la que camina con paso firme y seguro la Organización Sindical». Y como en la ceremonia de «gracias» al Vicario de Cristo, los «peregrinos» fueron presa de «una inenarrable emoción», lle-

(Suite en page 6.)

FEUILLETON « ESPOIR » Número 4

LA COMUNA
(LA COMMUNE)

Trad.: J. RUIPEREZ Ediciones C.N.T.

Por Luisa MICHEL

»Sepamos, pues, aprovecharnos de esta unión para estrechar nuestras filas y de una vez para siempre asentar la República sobre bases serias e imperecederas.

»Que la guardia nacional unida a la línea y a los móviles continúe su servicio con valor y fidelidad.

»Que los batallones cuyo marco aun no esté del todo completo ocupen los fuertes y todas las posiciones avanzadas a fin de asegurar la defensa de la población.

»Los municipios de los distritos, animados del mismo celo y del mismo patriotismo que la guardia nacional y el ejército, se han unido a él para asegurar la salvación de la República y preparar las elecciones del consejo comunal que van a llevarse a efecto; nada de divisiones; unidad perfecta y libertad plena y entera.

«El Comité central de la Guardia nacional.»

— III —

LO QUE OCURRIO EL 22 DE MARZO

Los partidarios del gobierno regular, los hombres de orden de todas las reacciones, no contentos con conspirar en Versalles ensayaron en París un levantamiento contrarrevolucionario; pero eran tan poca cosa para llevarle a cabo que, viendo su manifestación reunida hacia las dos de la tarde del 22 de marzo en la plaza de la Nueva Opera, se tenía la idea de un grupo de comparsas ensayando un drama histórico.

Algo no obstante había transpirado de sus designios; hasta se había hablado de dar de puñaladas a los faccionarios al abrazarles; pero esto asemejábase muchísimo más a un ensayo teatral que a otra cosa; hasta el lugar estaba bien escogido para un ensayo dramático; se sabía lo que podía esperarse de aquellas gentes.

Cuando la manifestación fué bastante numerosa, los que la componían, la mayoría elegantes y jóvenes, se internaron en la calle de la Paz conducidos por señalados bonapartistas; una bandera sin lema flotaba al frente de la columna.

Algunos guardias nacionales sin armas que trataron de informarse del objeto de la demostración, fueron insultados y maltratados groseramente; tiraron hacia la plaza de Vendôme en donde había federados con armas, los cuales fueron en orden de batalla a reconocer a los manifestantes, pero con prohibición de disparar.

Al encontrarse los dos grupos, la manifestación se mostró agresiva a los gritos de «¡Abajo el comité! ¡Abajo los asesinos! ¡Mueran los bandidos! ¡Viva el orden!» Y un tiro de revólver hirió a Maljournal, individuo del comité.

Por bondadosos que fueran los guardias nacionales, por fuerza hubieron de ver que no se encontraban ante una manifestación pacífica.

Bergeret mandó hacer una primera intimidación, luego la segunda; llegóse hasta diez.

Al final de esta última los gritos de «¡Viva el orden! ¡Abajo los asesinos del 18 de marzo!» fueron seguidos de disparos. Los guardias nacionales contestaron; menester era rechazar el ataque.

Y se echó de ver la característica de aquellos federados de corazón tierno que tan barata daban su vida y tan cuidadosos eran de la los otros: buen número de ellos dispararon al aire como el 22 de febrero.

¡Qué pena les daba a aquellos asesinos del 18 de marzo, apuntar contra humanos pechos!

No ocurría lo mismo del lado de los asaltadores; los balcones tomaron parte en el juego, y sin la prudencia de los federados hubiera muerto bastante gente.

Numerosos manifestantes tiraban tan mal, es cierto, que se herían unos a otros. Tanta rabia les animaba contra los guardias nacionales que muchos resultaron heridos y dos muertos. Algunos

INTERNATIONALE

Aclarando mi "Tabla rasa"

Las observaciones que ha formulado el compañero Crespo refiriéndose a mi artículo «El cambio de nombre» y muy particularmente a una de las frases que en él figuraba; me demuestra que no debí ser lo suficientemente explícito y me aconseja escribir estas líneas, con el propósito de aportar al texto citado y a quienes me lean, algunas aclaraciones complementarias. Ante todo, y para soslayar desde un principio interpretaciones que podrían no ajustarse a la verdad, quiero puntualizar que la frase más o menos incriminada, esa inofensiva «tabla rasa de lo que fuímos en el pasado», no quiere decir ni dejación ni abandono, ni debe ser interpretada como fórmula empleada para el valor de nuestras ideas o para disminuir la importancia de nuestras gestas pasadas, ya que si un día dejara de compartir las finalidades ideológicas de nuestra organización, me alejaría pura y simplemenet de la misma, sin cometer el injustificable impar de denigrarla.

Cuando escribí el artículo que ahora motiva estas líneas, tenía la convicción de que su contenido no dejaría lugar a dudas, en cuanto a los fines que me guiaban y no podía suponer que una frase aislada, una expresión que merecía ser interpretada como parte de un todo, daría lugar a consideraciones de orden particular. Reconozco, sin embargo, que la reacción es plausible, aunque por otra parte me afiance en el criterio de que, ateniéndose al conjunto del artículo, en el que, entre otras muchas cosas, se deja constancia de la necesidad «de sembrar las semillas que harán comprender al proletariado hispano el por qué de nuestra lucha en defensa del sindicalismo libertario», habría sido imposible llegar a la conclusión de que «la tabla rasa de lo que fuimos en el pasado» no podía suponer en ningún caso un ataque o una negación de la historia confederal y libertaria. Intentaré ahora centrar el problema con más acierto, esperando que mis palabras disiparán los comprensibles reparos debidos a la torpeza de mi pluma, sin duda poco ágil para que se la comprenda, cual hubiese sido mi deseo.

Si partiéramos del principio de que la situación presente del pueblo español y de nuestra organización tuvieron su equivalente en otras épocas anteriores a 1936, me parece que no nos ajustaríamos a las visibles realidades del momento. Desde que el sindicalismo empezó a florecer en España a fines del siglo pasado, **nunca** se había manifestado en el desarrollo de sus normales actividade un vacío de más de veinte años, **jamás** sus militantes habían tenido que soportar una represión implacable y cruel como la impuesta por el franquismo, en **ninguno** de los períodos de lucha se había producido una emigración masiva como la que vivimos en 1939 y es evidente que la sangría de tres años de guerra con la pérdida de muchas decenas de miles de compañeros, no sufre **ninguna** comparación con el pasado a que nos estamos refiriendo. Pero por si esto fuese poco, los enemigos de la clase trabajadora **nunca** habían sido, como en el período actual, los dueños absolutos de la nación española y ni la Iglesia, ni el Ejército, ni de los privilegiados de toda ralea, pudieron disponer en el pasado como lo hacen en el presente de «vidas y haciendas» y de todos los resortes que les han permitido deformar la mentalidad de las nuevas generaciones, huérfanas por completo del rayo de luz que les hubiese permitido evadirse de la obscuridad en que las ha sumido el franquismo.

Si me atengo a lo que precede, creo poder afirmar que el presente español y el futuro inmediato a la caída del régimen imperante, justifican y requieren de nuestra parte actitudes que no siempre guardarán exacta relación con las que en otros tiempos adoptamos, considerando que, si verdaderamente queremos que el porvenir más lejano se asemeje a nuestro pasado revolucionario, será necesario y hasta me atrevería a decir imprescindible, que hagamos abstracción de éste tantas veces como nos lo aconsejen las circunstancias, ya que si basáramos nuestra acción, ateniéndonos sola y exclusivamente a lo que fuímos e hicimos, es decir, dando por descontada la posición privilegiada que ocupábamos en el seno de las masas laboriosas, considerando válidos los objetivos que entonces nos trazamos y que era lógico defender, y ateniéndonos sin reserva a las actitudes ideológicas que en lo político-social adoptábamos, si creyéramos que lo que pudo ser ayer puede volver a ser en lo inmediato, sin ninguna transición, cometeríamos un error de interpretación que podría costarnos excesivamente caro. Es por esta razón que me referí a la «tabla rasa del pasado», convencido de que si queremos verlo renacer, será preciso que despleguemos actividades capaces de asegurar la reconquista de unas masas que, con una mentalidad deformada por más de veinte años de franquismo, no parecen susceptibles de comprender, sin que antes se las prepare, conductas y actitudes que antaño fueron las nuestras.

Veré si soy todavía más explícito, aun corriendo el riesgo de que se me hagan otras observaciones. Pudimos estimar, en otros tiempos, y no nos faltan razones para ello, que enfrente de lo que nosotros representábamos en orden a la emancipación obrera, no había más que enemigos, más o menos decididos a sabotear desde el Estado las justas aspiraciones de la clase trabajadora. Pero si mañana se diera al pueblo español la oportunidad de determinar la forma de gobierno que mejor le conviniera, es de pensar que nuestra organización se vería en la obligación de aconsejar a las masas para que se inclinaran por tal o cual solución, con el firme propósito de que prosperara la más democrática, la más susceptible de beneficiar al explotado y la que nos diera mayores garantías para propagar y defender nuestros justos postulados. Actuar distintamente, y dudo que la masa nos siguiera, sería dar pruebas de incomprensible falta de realismo, facilitando, además, el triunfo de la reacción y de la dictadura, fuese ésta de uno u otro color.

Y lo que vale para este ejemplo, vale, creo yo, para muchos otros. Vale para la orientación que habremos de dar a nuestra prensa, para los contactos que deberemos mantener con otros partidos y organizaciones, para las acciones reivindicativas que será necesario emprender, para las alianzas que puede ser indispensable concluir, para la acción educativa a desarrollar, para la propia propagación de nuestras finalidades ideológicas y para todo un conjunto de actividades que deberán ser estudiadas, determinadas y aplicadas a tenor de las situaciones, de la mentalidad y de las reacciones de las masas, que no serán, y perdonadme la redundancia, las que tuvimos la oportunidad de vivir en una época en que las características de España eran muy otras, porque no se había producido la terrible contienda que sembró la muerte y la desolación ni se había dado la triste circunstancia de que una dictadura feroz, insaciable extraordinariamente retrógrada, tomara y guardara en sus manos desde hace más de veinte años los destinos y la mentalidad de un pueblo, que vive privado de todo lo que le permitiría un despertar justo, razonable y humano.

Reconozco con el compañero Crespo que «al galeno, para sanear, no se le puede ocurrir matar de un lancetazo a su paciente». Pero yo me pregunto: ¿que diríamos de un médico que se decidiera a cuidar al enfermo empleando los grandes medios, los más radicales, sin tener la seguridad de que va a soportarlos, sin haberle preparado debidamente y sin haber tenido en cuenta las posibles y desastrosas reacciones que su tratamiento puede desencadenarle? Por eso dije y sostengo, porque lo creo justo y me parece lógico, que al trazar el presente y el porvenir no hemos de referirnos sistemáticamente al pasado, si en verdad queremos evitar el riesgo de dar al enfermo una medicación que en las circunstancias actuales, podría no ser la más indicada. La terapéutica ha de seguir la evolución del enfermo y de la enfermedad, ha de aplicarse con preparación, a sabiendas de que será soportada y con el convencimiento de que no desencadenará desastrosas reacciones, y si para conseguir este resultado se impusiera momentáneamente hacer «tabla rasa del pasado»... ¿qué otro recurso nos quedaría, en defensa, precisamente, del porvenir que deseamos a nuestros justos postulados?

A. T.

París, 12-1961.

Un libro siempre actual:
« QUINET »
por Felipe ALAIZ
Ediciones «SOLI»
5,00 NF ejemplar

murieron también del lado de los manifestantes; un joven, el vizconde de Molinat, fué muerto por detrás, del lado de los suyos, cayendo de cara al suelo. En su cuerpo encontróse un puñal fijo a su cinturón por una cadenita, como si aquel galán joven hubiese temido perder su arma. Este infantil detalle enterneció a un guardia nacional.

Cuanto al señor Pène fué también casi empalado por una bala venida también del lado de los suyos, por la espalda.

Después de la derrota de los manifestantes, el suelo quedó cubierto de armas: puñales, estoques y revólvers que habían tirado al huir.

El doctor Rainlow, antiguo cirujano de estado mayor del campamento de Tolosa y muchos médicos que acudieron, hicieron transportar los muertos y los heridos a la ambulancia del Crédito Mobiliario.

Se observaba una especie de tristeza en los guardias nacionales que habían combatido contra aquellos jóvenes, aun cuando lo hubiesen hecho con extrema generosidad; tan tierno era el corazón de aquellos hombres.

Con frecuencia he pensado, durante las sangrientas represalias de Versalles, en los guardias nacionales del 22 de marzo y de toda la lucha.

El comité central hizo fijar en las paredes un aviso amenazando con penas severas a los que conspirasen contra París; pero desde esta época hasta el fin de la «Commune» la reacción conspiró sin cesar e impunemente.

¡Buenos corazones del 71, buenos corazones de la hecatombe! Os llevasteis aquella mansedumbre bajo la tierra cubierta de sangre; mansedumbre que no volverá a surgir sino una vez terminada la lucha, en la paz del mundo nuevo.

Restableceremos los bandos de la toma de posesión de París por la Revolución del 18 de marzo; las conmovidas palabras de entonces harán revivir el drama.

Tantas cosas se han amontonado sangrando unas sobre otras, tanto polvo humano fué lanzado al aire, que a través de las frías resoluciones de hoy, no encontraremos tales como eran los acentos generales de entonces.

¡Oh generosidad, oh pura epopeya de unos hombres de bondad maravillosa! ¡Y yo, a quien se acusa de esa bondad sin límites, sin palidecer, como se quita una piedra de los rails, hubiera tomado la vida de ese pigmeo que había de causar tantas víctimas! Olas de sangre no hubiesen corrido, los montones de muertos no hubiesen adquirido en París las proporciones de montañas, no habrían convertido la ciudad en osario.

Presintiendo la obra de ese burgués de corazón de tigre, yo pensaba que yendo a la Asamblea à matar a Thiers, el terror resultante de esta muerte hubiera detenido la reacción.

¡Cuántas veces me he reprochado, en los días de desdicha, por haber pedido consejo! Nuestras dos vidas hubiesen evitado el degüello de París.

Confié mi proyecto a Ferré, quien me recordó hasta qué punto la muerte de Lecomte y Clemente Thomas había en provincias y aun en París servido de pretexto, de espanto, hasta ocasionado casi una contradicción de la muchedumbre; tal vez — dijo — detuviera eso el movimiento.

No le creía y poco me importaba la contradicción, si esto era útil a la Revolución; sin embargo, podía equivocarme.

Rigaud fué de mi opinión.

—Por otra parte — añadieron — no llegaría usted a Versalles.

Tuve la debilidad de creer que podían estar en lo cierto cuanto al monstruo. Mas, a propósito del viaje a Versalles, con alguna resolución, estaba bien segura de que llegaría allá. Y quise hacer la prueba.

Algunos días después, tan bien disfrazada que yo misma no me reconocía, parti muy tranquilamente para Versalles, adonde llegué sin ningún mal encuentro. Con no menos tranquilidad fuí al parque mismo en que estaban las tiendas destartaladas que servían de campamento al ejército, a hacer propaganda para la Revolución del 18 de marzo.

La ruinosidad de las tiendas, bajo los árboles despojados de sus hojas, era lamentable.

No sé lo que yo decía a aquellos hombres, pero sentí que me escuchaban.

En aquel momento el ejército no estaba brillante, la caballería no tenía más que fantasmas de caballos.

Saliendo del parque, fuíme a una librería versallesa; había allí una mujer a quien yo inspiraba mucha confianza; me llevé un montón de periódicos, y después de pedir la dirección de una fonda en que pudiera estar en seguridad volví al camino de Montmartre; para divertirme, no había dejado de hablar peor que mal de mí misma.

(A suivre)

DE TOUT ET POUR TOUS

LA IGLESIA
Y SUS ULTIMOS ESTERTORES

— I —

Lo mismo en el campo orgánico que en el filosófico, las leyes evolutivas, sin tener en cuenta para nada los intereses creados que pueda haber, como tampoco aquel otro cual es el instinto de conservación que a todo organismo es consustancial, marcan e imprimen de una forma indeleble la línea a seguir, traduciéndose en el dilema de evolucionar o perecer.

La Iglesia, relativamente consciente del peligro que le amenaza, trata de sustraerse a esa implacable ley de la evolución con un seudo-evolucionismo, que, al fin y a la postre, le ha de conducir, de forma irremediable, a su desaparición completa como clase, a la nada.

⁂

He dicho, y demostrado en diferentes artículos, que la Iglesia iba a la deriva de los tiempos en que vivimos; que era incapaz de evolucionar al unísono del progreso científico y técnico de los tiempos actuales, puesto que una tal evolución equivaldría a tanto como extender ella misma su propia acta de defunción como Institución, a lo cual la Iglesia se resiste y se niega por todos los medios, y por lo tanto, trata de darle una salida sofística, para así poder llevar una continuidad orgánica, que es lo que en definitiva persigue.

Que yo haya dicho eso y mucho más, ninguna importancia tiene, por razones que no son del caso citar, pero lo que sí tiene, y muy mucha, es la aclaración libre y espontánea de parte interesada, como es la de Monseñor Veuillat, M. François Mauriac y M. J. L. Aranguren, los cuales afirman y corraboran lo por mi dicho.

No ha mucho, del 5 al 12 de diciembre, se ha celebrado en París, en el Palacio de la Mutualidad, la semana de los Intelectuales Católicos, en la que han participado personalidades de alto relieve en la ciencia, como en la literatura, habiéndose discutido temas que, por su importancia, creo, merecen ser señalados para conocimiento de los lectores y así poder ser comentados.

El arzobispo coadjutor de París, Monseñor Veuillat, haciéndose suyas las palabras pronunciadas, hace ya algún tiempo por el que fué cardenal Suhard, en su día Primado de Francia, dice: « ...Il y a un mur qui sépare l'Eglise de la masse. Ce mur, il faut l'abattre à tout prix pour rendre au Christ les foules qui l'ont perdu ».

Cierto es, Monseñor Veuillat, que un gran muro se interpone entre la Iglesia y el pueblo, o de las masas, como usted dice. ¿Cómo y por quién ha sido levantado tal muro? Eso es lo que Monseñor Veuillat no dice, por razones de interés de clase, pero que yo diré.

En primer lugar digo que ese muro hoy día es infranqueable, y que ha sido levantado, inconscientemente, bien seguro, por la misma Iglesia a través de 17 siglos de implacable dominación tiránica. Si damos una mirada retrospectiva a la Histoiria, pronto encontraremos los materiales de que se ha servido la Iglesia para levantar ese muro que muy bien podemos ya llamarle **muro de las lamentaciones.**

Durante ese período de tiempo, que comienza con Teodosio el Grande hasta nuestos días, la Iglesia ha ejercido sobre los Estados, lo mismo que sobre las clases y profesiones, al igual que sobre las personalidades científicas, artísticas y literarias, la tiranía más implacable, marcándoles las líneas de conducta a seguir en sus diferentes actividades, y señalándoles, por otra parte, lo que no deben de hacer ni tan siquiera decir; tener que sufrir una conducta de tal naturaleza es el mayor vejamen que puede sufrirse, puesto que es atentatorio a la dignidad del hombre.

La Historia con su índice acusador, señala a la Iglesia como la única responsable de lo que ahora ella misma se lamenta; son infinidad las cosas que podríamos señalar, pero nos concretaremos a citar nada más que aquellas que por su notoriedad y su incontestabilidad, son del dominio público y corroboran al mismo tiempo lo arriba expuesto.

Uno de los hechos más notables, por su importancia, duración, y por las consecuencias que él acarreó, la ingerencia de la Iglesia sobre los Estados, fué la lucha de Gregorio VII contra Enrique IV, emperador de Alemania, donde éste tuvo que seguir el humillante camino de Canosa y que tuvo como consecuencia la creación de dos partidos llamados Güelfos y Gibelinos, defendiendo los primeros la causa del Papado, y del Emperador los segundos; estos dos partidos, rivales entre sí, ensangrentaron el suelo italiano durante tres siglos, más que con la aquiescencia de la Iglesia, con su beneplácito.

Podríamos historiar lo acaecido entre Enrique VIII, rey de Inglaterra y la Iglesia, y que terminó con la independización de aquella del Vaticano, para crear el Anglicanismo; no menos podríamos decir de las presiones descaradas ejercidas en las personas de Enrique III y Enrique IV, ambos reyes de Francia, y que terminó con dos regicidios, lo mismo que del intento de regicidio en la persona de Carlos II «el Liberal», rey de España, que dió lugar a que fuera expulsada del suelo hispánico la Orden de los Jesuítas. Pero no, no haremos historia y sí solamente señalaremos un caso, que, por ser de tan reciente fecha, seguro estoy que estará en la mente de todos. Se trata de lo que ha dado en llamarse la «Bomba de Ottaviani»; la ingerencia y presión más descarada que la Iglesia, por medio de su Secretario del Santo Oficio, hizo contra el Estado italiano, con motivo de la decisión del presidente de la República italiana, señor Gronchi, de hacer un viaje oficial a Moscú para tratar de asuntos de interés para ambos Estados; fué tan mal acogida en los medios diplomáticos, en el área internacional, que la Iglesia se vió obligada a dar una interpretación capciosa a lo manifestado por Ottaviani, no obstante, lo dicho dicho está, y escrito también, para confirmación de quien quiera.

No solamente la Iglesia ha ejercido esa presión sobre los Estados, sino que incluso la ha practicado en las personas de aquellos que han tenido la valentía de manifestar su discrepancia de concepción y rebelarse a los mandatos de la Iglesia; son muchísimas las personas del campo científico, filosófico, como del literario, que han sufrido las consecuencias de los fallos de los ignominiosos Tribunales de la Santa Inquisición, que los enviaban a las mazmorras de la Iglesia, cuando no a la **hoguera purificadora.**

Isidro ARTIGAS

(A suivre.)

UNE INFORMATION QUI DONNE A REFLECHIR

Les activités des «ultras» en Belgique

« France-Soir » a publié cette information, transmise de Tournai par ses envoyés René Buffet et René Dégallaix :

TOURNAI, 29 décembre

A l'étalage de tous les kiosques, de toutes les librairies de la Belgique wallonne, on affiche une petite feuille hebdomadaire timbrée de l'emblème de Jeune Nation : cette croix inscrite dans un cercle, dite croix celtique, qui est en France hors la loi.

Ici, c'est absolument légal, et ce petit journal, nullement clandestin, dont le dernier numéro est daté du vendredi 15 décembre (2e année, no 74), porte, comme le veut la loi, le nom de l'éditeur responsable, l'adresse de l'imprimeur bruxellois, le numéro du compte chèques postaux où l'on peut souscrire des abonnements au tarif normal ou au tarif de soutien.

« NATION BELGIQUE » (« Pour une société communautaire ») *est le titre du petit hebdomadaire, qui ne compte que quatre pages et coûte 5 francs belges, soit 50 anciens francs français.*

Mais cette mince publication est double. Si les deux premières pages sont consacrées surtout à la Belgique et au Congo, la page 3 devient une nouvelle première page timbrée également de la croix celtique avec un nouveau titre : « Jeune Europe » (« Fera l'Europe unitaire ») *et est largement vouée à la propagande O.A.S. et à l'antigaullisme.*

VENTE LEGALE EN BELGIQUE

« Il est temps de se grouper pour renverser le tyran, l'homme de l'article 13 » *(sic), dit un « appel à la France ».*

Un autre papier « à la mémoire d'un héros de l'O.A.S. » *décrit les obsèques de Pierre Bohn, ce jeune plastiqueur tué par une patrouille à Constantine, le 1er décembre dernier. Un encadré énumère les bureaux d'information de « Jeune Europe » à travers le monde : Afrique du Sud, Angleterre, Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, Italie, Portugal, Roumanie (en exil). Pour la « France » (dans la clandestinité) s'adresser à la boîte postale 9, 33, chaussée de Charleroi, à Saint-Gilles, Bruxelles.*

Ce journal, dont la vente est naturellement interdite en France, se publie sous l'égide du Mouvement d'Action Civique (M.A.C.), constitue l'essentiel des tracts O.A.S. imprimés en Belgique et diffusés en France. Ce sont ces exemplaires que voulait passer le gardien de la paix parisien Hamon, jugé plus tard pour avoir assommé un Nord-Africain, lorsqu'on l'arrêta à la frontière en octobre. C'est lui qui, au mois d'août, transportait Mme Delplace, femme d'un dentiste de Tournai, quand sa voiture fut interceptée à Baisieux. Ce sont des paquets de ce journal qui encombraient la voiture de Yves Sambi, arrêté samedi dernier au poste frontière de Bettignies.

La Belgique, et ce n'est pas d'hier, a toujours été le refuge des clandestins français.

« QUE POUVONS-NOUS FAIRE ? »

— Que voulez-vous que nous fassions contre ces gens de l'O.A.S. ou autres activistes tant qu'ils évitent de violer la loi belge et qu'ils se conduisent soit comme des touristes soit comme des réfugiés politiques ? déclarait un vieux magistrat en retraite. Certes, nous savons que la plaque tournante de l'O.A.S. c'est Tournai. C'est une ville agréable et l'on trouve beaucoup d'anciens rexistes, d'ex-coloniaux sympathisants de droite qui considèrent de leur devoir d'aider au maximum leurs « amis » de l'O.A.S.

« Tous ces mouvements ont ici une existence parfaitement légale. Tant qu'il ne sera pas prouvé que les Français qu'elle accueille ne font pas d'action ouvertement subversive, qu'ils ne trafiquent pas d'armes ou d'explosifs, la police sera désarmée. Du reste les renseignements généraux belges n'ont qu'un seul homme pour s'occuper de tout l'arrondissement de Tournai.

« Or Tournai est le principal relais de cette organisation. C'est là que les contacts se prennent, que tout s'organise. »

LONGUE ENQUETE NECESSAIRE

Il faudrait une très longue enquête pour découvrir comment est organisée exactement la plaque tournante tournaisienne.

L'O.A.S. possède-t-elle, outre ses refuges, des dépôts d'armes dans le Tournaisais ? On n'en a aucune preuve. Cependant, s'il y a quelques semaines les services lillois de la Sûreté cherchaient autour de Baisieux à capturer des émissions de radio, on peut penser qu'ils tentaient de découvrir si de l'autre côté de la frontière, un poste clandestin envoyait des messages vers Alger ou Paris.

En somme, la plaque tournante O.A.S. de Tournai paraît être un lieu de refuge ou d'action pour un nombre limité de militants qui constituent les cadres de l'organisation. Ces hommes, peut-être aidés de leurs amis belges, sont prêts, le moment venu, à encadrer les troupes qu'ils espèrent lever dans le nord de la France.

LA «HORA TONTA»

(Suite de la page 4.)

gada la tarde fijada por Su Santidad para despedirles, tan copiosos lagrimones, del tamaño de nueces, rodaron por las mejillas de todos ellos, que los cielos enternecidos unieron los suyos a los de abajo, enviando tal aluvión de lloriqueo celestial, que la masa de «peregrinos, arrodillada, entre un aguacero espantoso, recibía la bendición del Papa y sus votos expresivos de que los Angeles Custodios la guiaran en su regreso a la Patria», sin que finalizado el acto se registrara un sólo caso de pulmonía. Con decirles a ustedes que más de cuatro aseguran que el agua caída sobre la plaza de San Pedro estaba calentita y resbalaba en los «peregrinos» sin mojarles lo más mínimo, está dicho todo. Y es que a Dios cuando le da por ayudar, lo hace sin regateos. De eso puede hablar un rato largo don Paco el «Mimao».

Lo que no puede negarse, es la perfecta organización de la caravana, pues aparte de «la fractura de un brazo de un peregrino que se cayó por una escalera... y el internamiento en una casa de salud de un minero asturiano que, tras la visita a Su Santidad, y en un momento de crisis nerviosa, producida por la intensa emoción, dió muestras de una ligera perturbación mental...», jamás la Ciudad Eterna vió transitar por sus viejas calles una masa de «peregrinos» tan compacta y «jubilosa», procedente de una sola nación, como ésta ; detalle muy comentadísimo en los medios vaticanos. Como se comentan aún, en los mismos medios, esas cariñosísimas palabras que Su Santidad «dirigió a Solís y a su esposa cuando, al escuchar de labios de monseñor Sotero Sáenz la noticia de que el matrimonio tenía trece hijos, dijo : «Eso está bien. Les felicito. A mi me gustan mucho las marmitas grandes...».

De ahí que, como Dios bendice los pucheros grandes, el señor Solís se vea obligado a los mayores «sacrificos» en sus quehaceres jerárquicos para que su marmita se conserve grande y humeante lo más posible. A menos que un día tropiece con su «hora tonta» y le deje viendo visiones, cual ha dejado a Oliveira Salazar al enterarse este que «nueve detenidos políticos, utilizando un automóvil blindado, regalado por Hitler al señor Salazar en 1938, se han evadido de la fortaleza-prisión de Cacias.»

Claro que esto no es posible en España porque, «a más de no haber presos políticos, como asi quisieran esas Comisiones de juristas que nos visitan para después criticar el régimen político que el pueblo español se ha dado a si mismo en un fervoroso y auténtico plebiscito nacional», los blindados de Su Excelencia tienen buenos custodios, y no hay cristo que dé con su hora «tonta».

Salvador INIESTA.

Activités de nos camarades Espagnols

Fieles a nuestro sentimiento solidario hacia todos los explotados, así como hacia todos nuestros compañeros de ideología, abrimos estas páginas a aquellos que de ello tienen mayor necesidad en este momento: nuestros camaradas españoles, refugiados en Francia, privados de todo medio de expresión.

He aquí por qué «ESPOIR» acogerá a todos los españoles que se dirijan a nosotros para exponer sus problemas, pedir nuestra ayuda y, si es necesario, nuestro consejo, enviándonos sus comunicados o sus artículos, escritos en su lengua materna, ya que no conocen otra.

Au sujet des indemnités aux victimes du nazisme

PROROGATION DE LA DATE LIMITE POUR LA PRESENTATION DE DEMANDES D'ASSISTANCE DU FONDS D'INDEMNISATION H.C.R. AU 31 MARS 1962.

GENEVE : Sur la recommandation du Comité Consultatif du Fonds d'Indemnisation du Haut Commissariat pour les Réfugiés, M. Félix Schnyder, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a décidé de proroger la date limite pour la présentation des demandes d'indemnisation du 31 décembre 1961 au 31 mars 1962. Cette prorogation de trois mois a pour but de donner à tout réfugié susceptible de bénéficier des prestations du Fonds la possibilité de soumettre une demande d'indemnisation.

En annonçant cette décision, le Haut Commissariat a souligné qu'aucune prorogation ultérieure ne pourrait être effectuée, et qu'il était dans l'intérêt des réfugiés de soumettre leurs demandes aussi rapidement que possible.

⁂

A ce jour, la Section d'Indemnisation H.C.R. a reçu plus de 15.000 demandes et les premiers paiements s'effectuent actuellement. Le montant du second — et principal — versement ne pourra cependant être déterminé avant de connaître le nombre total des demandes de réfugiés susceptibles de bénéficier des prestations du Fonds.

⁂

Les demandes d'indemnisation sont examinées par la Section compétente du H.C.R. créée spécialement à cet effet après la conclusion de l'accord du 5 octobre 1960 entre l'Office du Haut Commissariat pour les réfugiés et la République fédérale d'Allemagne, qui prévoit des mesures d'assistance aux réfugiés victimes des persécutions national-socialistes en raison de leur nationalité. En vertu de cet accord, le Gouvernement fédéral allemand s'est déclaré d'accord, *inter alia*, de mettre à la disposition du Haut Commissariat la somme de 45 millions DM pour venir en aide aux persécutés nationaux. Peut bénéficier des allocations du Fonds, toute personne qui était réfugié au 1er janvier 1953 au sens de la Convention de Genève de 1951 et ceci indépendemment de sa résidence et de son statut actuels. Toutefois, le requérant doit avoir subi des persécutions en raison de sa nationalité et non pas uniquement à cause de sa race, sa religion et ses opinions politiques.

COMISION REGIONAL DE ARAGON. RIOJA Y NAVARRA

A los compañeros de esta Regional en Carcassonne y pueblos limítrofes

Se os convoca a una reunión que se celebrará en Carcassonne, el domingo, día 21 de enero a las 14 horas, en el local de F. O. Los compañeros que no conozcan este local, diríjanse al Café Glacier.

El deseo de esta Comisión, como el de todos los compañeros, no puede ser otro que el de procurar impulsar la obra de cara a nuestra Regional del Interior y para ello es preciso, el mayor número de voluntades, cosa esta que nos proponemos ponernos en contacto directo con los compañeros, a fin de lograr su concurso para que la acción que se efectúe tenga la mayor dimensión en bien de la causa que nos es común y que no puede ser otra que ayudarles en la tarea inmensa que tienen por delante, para sacudirse de la mayor brutalidad política que ha conocido nuestra recordada y querida tierra de origen.

A esta reunión amical asistirá un compañero de la Comisión Regional, el que os dará cuantas explicaciones sean necesarias para poder situar las cosas en su justo término y él, por su parte, recogerá cuantas sugerencias puedan darse por los asistentes y entre todos lograr un clima que permita vigorizar el plan de actividades que debe llevarse a cabo sin desmayos ni titubeo alguno.

Deseando halle eco entre vosotros esta llamada, no nos queda otra cosa que manifestaros que despedirnos de vosotros con un : Hasta pronto.

La Comisión Regional.

FELIX GURUCHARRI

El Núcleo de la C.N.T. en Gran Bretaña, tiene hoy el triste deber de comunicar a toda la militancia el fallecimiento de uno de nuestros queridos militantes de la «vieja guardia».

Félix Gurucharri, es un nombre que muchos recordaremos con emoción, como símbolo de una época en que mayor gloria, prestigio y dignidad se cosechó para la C.N.T. y el anarquismo militante.

Una vida casi anónima, pero siempre consecuente y fiel en el Ideal, se ha extinguido y la C.N.T., consciente de su pérdida, se asocia al dolor de su querida compañera Josefina y sus hijos Salvador y Bernardo.

Por el Núcleo. La Comisión de Relaciones.
Por la Comisión de Relaciones, J. DELSO, Secretario.

NOTA IMPORTANTE

Recordamos a los compañeros afiliados a nuestra Organización, que los Servicios de Librería que corresponden a la Confederación Nacional del Trabajo en Exilio en Francia, son, con carácter nacional, el Servicio de Librería de la C.N.T., 4, rue Belfort, Toulouse (H.-G.) y, con carácter regional — Zonas Norte y Normandia — el Servicio de Librería de «Solidaridad Obrera», 24, rue Ste-Marthe, Paris (X^e^).

COMMUNIQUES

DIJON

Se convoca a los compañeros a la asamblea que tendrá lugar el domingo día 21 de enero, a las nueve de la mañana, en el café de la Comédie.

F.I.J.L. DE DIJON

Se convoca a los compañeros a la asamblea que tendrá lugar el domingo día 28 de enero, a las diez de la mañana, en el café de la Comedie.

●

BURDEOS

La F. L. de Burdeos convoca a todos sus afiliados a la Asamblea general que se celebrará el domingo, día 14 de enero a las 9 y media de la mañana, en la Bolsa Vieja del Trabajo, rue Lalande.

Por la importancia de los asuntos a tratar, confiamos en que acudirán puntualmente todos los compañeros.

●

ALBI

Por la presente, esta F. L. convoca a todos los compañeros a la asamblea general el domingo día 14 de enero, a las nueve de la mañana en el local de F.O.

Ante un orden del día de máximo interés, esperamos la puntual asistencia.

NOTA DE S.I.A. DE PERPIGNAN

La Sección S.I.A. de Perpignan por mediación del compañero Gadino, ha recibido 2.500 francos que le entregó para fines benéficos la compañera Felisa Seguía pocos días antes de fallecer.

PARADERO

Quien sepa el paradero de Madaleno Martínez Sánchez Rey, natural de Argamasilla Alta (Ciudad Real), casado, que desapareció en el año 1938 en la guerra de España, encontrándose en la décima brigada mixta, 46 División, pueden comunicarlo a Celestino García, 22, rue des Pau,ssets, Bordeaux (Gironde).

Su mujer, Isabel Camacho y sus hijos, habitantes en Manzanares (Ciudad Real), desearían ser informados si alguien sabe algo de él.

BUZON ESPAÑOL

S. T., Beaumarches. — Lo que preguntas suma 31.20 NF y puedes enviarlo al C.C.P. 952-38. M. Celma, Toulouse.

P. G., Decazeville. — Recibido lo que envías por carta.

S. Mariano. Aurillac. — Dinos la fecha exacta que enviaste los 20.00 NF para reclamar en correos.

L. M., F.L. de Roanne. — Recibida carta del 11. Agradecemos vuestro interés.

V. P., Pau. — Recibido 10.40 NF.

Conferencia en Montpellier

La F. Local de Montpellier, con la buena voluntad de los compañeros que la componen, empleando sus momentos de ocio, en horas de trabajo — albañiles, carpinteros, pintores y electricistas, etc. — para reparar su local social, ha logrado hacer una sala espléndida para su servicio. Una vez este trabajo realizado, la Local se ha propuesto organizar un ciclo de conferencias y en el curso de ellas se disertará sobre diferentes temas, al mismo tiempo que se dan lecciones de francés y español; el propósito no son palabras, sino hechos.

El domingo, día 10 de diciembre, tuvo lugar la primera conferencia de este ciclo, con el tema «España de hoy», y a cargo del compañero Sampere.

El conferenciante hizo un resumen de lo que a su entender constituye la España de hoy, expresando su convicción de que es la juventud la que da nueva vida al país, sumido en el silencio, en estado de letargo desde la guerra civil, desencadenada por unos cuantos generales desaprensivos. Para la comprensión de la juventud española, en la que es preciso poner todas nuestras esperanzas, el compañero Sampere hizo un análisis de ella estudiando por último y muy particularmente la juventud militante de izquierdas, cuyo espíritu y posición no ha sido a su juicio debidamente considerados.

El compañero Sampere terminó la conferencia recalcando la importancia de la Alianza Sindical como medio primordial para eliminar obstáculos y como aliciente para atraer a nuestras filas todos aquellos españoles que, marcados por la propaganda del régimen, serían insensibles a argumentos de tipo político.

Durante la hora siguiente, el conferenciante respondió a numerosas preguntas de los asistentes, preguntas que precisaron y ampliaron las ideas expuestas en el curso de la charla.

El compañero López Cordón, del comité local de la Alianza Sindical, dirigió, para terminar, unas palabras que fueron bien acogidas por todos los concurrentes, siendo acto seguido clausurada la charla por el compañero Fortea.

Esperamos que estos actos se repitan, pues nos parecen esenciales para la solidez de nuestra Alianza y fraternidad entre españoles, la eficacia de nuestra acción y el dinamismo del espíritu que nos anima.

P. S. — Este compañero es de la U.G.T. y hace poco que vino de España al ser liberado de la cárcel. Fué detenido cuando la represión contra los estudiantes.

- SERVICE DE LIBRAIRIE -

«Mi adorable mamá», Matilde, 2,00 nuevos francos.

«Mi hermano y yo», Nietzsche, 5,50 nuevos francos.

«Mi paso por la política», N. Repetto, 5,00 NF.

«Misiones secretas», A. Camus, 2,00 nuevos francos.

«Ni víctimas ni verdugos», A. Camus, 2,00 NF.

«Noche sobre España», J.M. Molina, 4,00 NF.

«Noches tristes», Fernandez Lizardi, 2,00 NF.

«Noticias de ninguna parte», W. Morris, 1,50 NF.

«Novelas cortas», varios..., 3,75 NF.

«Nuevo Israel», A. Souchy, 2,25 NF.

«Oliverio Twist», Dickens, 3,50 NF.

«Orientación anarquista», J. Grave, 1,00 NF.

«Orientación sexual», E.C. Paz, 10,00 nuevos francos.

«Origen de la familia», F. Engels, 3,50 NF.

«Origen del socialismo moderno», H. E. Roque, 1,00 NF.

«Pasión de justicia», J. Pavón, 0.70 nuevos francos.

«Pasión de los hombres», J. Pimentel, 3,50 NF.

«Pensamientos», Marcos Aurelio, 3,50 nuevos francos.

«Perdidos para el amor», T. Caldwell, 8,50 NF.

«Plume d'oie», L. V. Berthier, 0,50 nuevos francos.

«Plumero salvaje», Samblancat, 3,00 nuevos francos.

«Poesias selectas», M. Gonzalez Prada, 1,25 NF.

«Por la realización del hombre», S. Tieben, 1,00 NF.

«Presencia del anarcosindicalismo», L. Mercier, 3,00 NF.

Pedidos : Servicio de Librería, 4, rue Belfort — Toulouse (H.-G.).

Librería responde :

I. R., Dijon ; A. P., Burdeos ; B. S., Marignac ; M. C., Clermont Ferrand ; G. B., Muret ; V. V., Zurich ; A. J., Labruguière. Los libros que pedís están agotados. En cuanto dispongamos se anunciarán.

J. P., St. Nazaire. El libro que pides no está traducido todavía. En cuanto lo esté se anunciará.

M. N., Moorish-Castle. Consultad listas en «Cenit» y «Espoir».

R. P., Lavelanet. De la N.I. nada debes.

AVISO IMPORTANTE

Advertimos a nuestros compañeros que para toda correspondencia en español — textos y comunicados — y envíos de dinero por parte de paqueteros y suscriptores de lengua española, deben dirigirse a:

Correspondencia: «ESPOIR», 4, rue Belfort, Toulouse (H.-G.).

Pagos: M. Celma — C.C.P. N° 952-38 — Centre de Chèques de Toulouse.

CONFERENCE INTERNATIONALE SYNDICALE sur l'Espagne

LES ORGANISATIONS SYNDICALES NATIONALES ET LE MOUVEMENT OUVRIER DEMOCRATIQUE ESPAGNOL

1. — Pour faire face aux répercussions tragiques de la politique économique et sociale adoptée par la dictature depuis 1939, les ouvriers, fonctionnaires et employés, ont dû accepter de faire des journées de travail de 12 et de 14 heures et, ceux qui en avaient l'occasion, un double emploi pour minimiser les méfaits de la faim et du manque d'hygiène dans leurs foyers respectifs.

2. — Les actions de revendications de la classe des travailleurs qui, sous forme de grèves, ont été périodiquement menées depuis 1947, n'ont pas introduit les améliorations immédiates de salaires et des conditions de travail comme elles étaient réclamées. Au contraire, des centaines de dirigeants et de membres des organisations syndicales libres clandestines ont rejoint les milliers de détenus politiques et sociaux dans les prisons franquistes depuis la fin de la Guerre Civile.

3. — L'acceptation du régime de Franco au sein de l'O.E.C.E. et la mise en pratique d'un plan de réorganisation de l'économie espagnole se sont effectuées aux dépens des travailleurs espagnols qui n'en ont retiré aucun avantage.

L'absence de statistiques officielles permet difficilement de connaître le nombre exact de travailleurs en chômage forcé. Toutefois, en prenant comme base les déclarations d'organismes économiques espagnols, le rapport de la Mission économique de l'O.E.C.E., en juillet 1961, et les rapports des organisations syndicales libres clandestines, le nombre des travailleurs de l'industrie en chômage total ou partiel, peut s'estimer à un million. Grâce à l'étude comparative des prix et des salaires en 1936 et en 1961, l'on peut dire que si les salaires ont augmenté de cinq fois, les prix sont actuellement 12 fois plus élevés qu'en 1936. Il ressort de l'étude de la documentation, préparée par les services statistiques du Bureau International du Travail, que le pouvoir d'achat des travailleurs de la Péninsule ibérique est le plus bas d'Europe.

4. — La politique du gouvernement franquiste, cherchant un remède immédiat aux effets désastreux du chômage, provoque l'émigration massive d'Espagne de la main-d'œuvre qualifiée. Cette émigration officielle, à laquelle s'ajoute le départ volontaire du pays de milliers de travailleurs espagnols pour aller dans des contrées qui, comme la France, la Suisse, l'Allemagne occidentale, la Belgique et la Hollande, leur offrent des salaires et des conditions de vie très supérieurs à ceux d'Espagne, suscitent une série de problèmes inévitables aux organisations syndicales des pays accueillant les travailleurs espagnols. En effet, leur situation matérielle et morale, la propagande mesquine et injurieuse qui leur avait été inculquée pendant vingt ans, leur aversion naturelle pour tout ce qui a trait au syndicalisme, incarné pour eux dans sa version actuelle en Espagne, en plus du contrôle et de la surveillance exer-

(Suite en page 3.)

Journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) *Ateliers* : 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CApitole 89-73 — TOULOUSE

Directeur-Gérant : A. TURMO

— Messieurs, ce n'est pas grave, mais il se ressentira toujours de la gauche.

Salutation des camarades Bulgares

Bonne année à tous ceux qui dans le monde luttent et souffrent pour la liberté et la justice sociale !

Nous reproduisons avec plaisir cette salutation à toutes les publications libertaires et syndicalistes révolutionnaires, adressée par « **Notre Route** », revue mensuelle en langue bulgare qui s'édite à Paris :

« NOTRE ROUTE » A 10 ANS

(Bilan succinct à l'intention des publications libertaires et syndicalistes révolutionnaires dans le monde)

Dix ans de parution mensuelle régulière de cette petite revue : 97 numéros, 784 pages, plus de 4 millions de dépenses. C'est un gros effort, presque un exploit pour le petit nombre de militants libertaires bulgares en exil, dispersés en 9 pays sur 4 continents.

« NOTRE ROUTE » est l'expression de la pensée libre — libertaire et syndicaliste libertaire, en particulier. Mais ce n'est pas une publication rigoureusement libertaire car son but principal est de servir toute l'émigration progressiste et démocratique et non une seule organisation idéologique; de lui fournir une information authentique, précise et objective sur les événements en Bulgarie; de la tenir au courant d'une façon impartiale de l'évolution économique, sociale, politique et culturelle du monde; de maintenir à un niveau élevé son esprit de combat, d'unité et de tolérance mutuelle dans la lutte commune contre la tyrannie stalinienne et pour un monde meilleur; de lui montrer des exemples précis et émouvants d'abnégation, d'héroïsme, et d'élévation morale au service d'un idéal

Et c'est en charchant à éclairer les événements et à interpréter l'évolution générale du monde contemporain que « NOTRE ROUTE » propage les conceptions libertaires. Enfin, pour servir ses propres amis et ses jeunes militants et pour contribuer à leur formation idéologique, elle présente, en dernier lieu, les idées pures sous la forme que les meilleurs théoriciens leur ont donnée.

Ainsi, parallèlement aux articles réguliers d'actualité, un ensemble d'articles présentant le programme libertaire — tirés à part en un livre de 220 pages intitulé « Les fondements de l'anarchisme », une autre série de 30 articles concernant « les problèmes de la libération », une troisième de 11 articles sous le titre « Pour une vision sociale nouvelle du monde » et plus de 70 bibliographies, avec portraits souvent de théoriciens et militants libertaires, de héros populaires, de grands artistes, de savants, etc., de tous les pays ont particulièrement intéressé les lecteurs au cours de cette décennie, sans parler des nombreuses poésies originales qui enthousiasment toujours les jeunes.

Et « NOTRE ROUTE » continue et continuera...

JOUR le JOUR

DIEGO MARTINEZ BARRIOS

C'EST en exil que le Président de la République espagnole exilée est mort. Après la démission du Président Azaña, Martinez Barrios dernier Président des « Cortes », fut placé symboliquement à la tête de la plus haute magistrature de l'Espagne républicaine.

Je garde de lui le souvenir d'heures très graves vécues travaillant tous deux pour une œuvre commune. Il existait, à Barcelone, le Comité d'Aide à l'Espagne, qui, transporté en France, vécut jusqu'au moment où l'avance des armées allemandes, éparpilla ses membres au gré des circonstances et des dangers. Nous étions nombreux, dans ce Comité, le dernier organisme où tous ceux qui s'étaient placés en face du soulèvement franquiste étaient représentés. Il y avait Alvaro de Albornoz, Carlos Pi y Sunyer, Mariano Gomez, Dolores Ibarruri, Victoria Kent, Jauregui, Madame Companys, Madame Azaña et moi-même, entre autres « supporters » internationaux. Le Comité d'Aide à l'Espagne Républicaine était présidé par Martinez Barrios et, à son heure, pendant les derniers temps de la République en Espagne, il fit un bon travail sachant rassembler des sympathies et de nombreux concours.

Martinez Barrios fut un politicien très discuté... En ce qui concerne ses origines, il avait eu, comme Salvador Quemades et tant d'autres, plus ou moins d'attaches avec le mouvement anarchiste andalou. Il était bon orateur, ambitieux; il voulait s'élever dans les milieux politiques espagnols. Il y réussit. Durant l'époque de la Monarchie, il obtint par deux fois un mandat de Conseiller municipal de Séville. Quand sonna l'heure des conspirations pour la République, il fit partie du Comité Révolutionnaire, après le pacte de San Sebastián.

Il fonda, après s'être séparé de Lerroux, le parti de l'« Union Republicana », qui disputait à l'« Izquierda Republicana » d'Azaña la représentation des républicains espagnols. Ce parti subsista encore pendant de longues années, après la chute de la République. Aujourd'hui, les forces républicaines de la Gauche et de l'Union sont réunies dans l'A.R.D.E. (Action Républicaine Démocratique Espagnole).

Il fut par deux fois président de la République : Après la destitution d'Alcalà Zamora, en avril de 1936, et après la démission d'Azaña, en 1939.

Politicien habile, il sut s'écarter à temps de Lerroux, son premier chef de parti. En tant que journaliste et écrivain, son œuvre fut considérable, car il possédait la faconde et la facilité proverbiale du tempérament méridional. Il ne laissa cependant aucun ouvrage fondamental : absorbé par la politique, manquant probablement d'envergure pour le concevoir, il n'en eut pas la possibilité.

On ne peut pas comparer Martinez Barrios aux grandes figures de la Première République, comme Salmerón ou Pi y Margall. Il n'y a pas de point de comparaison non plus entre lui et Lerroux, roué politicien, et qui fut un des derniers grands orateurs de l'âge d'or de la rhétorique politique en Espagne. Il ne possédait pas non plus la vaste culture d'un Azaña. Mais il fut un homme qui sut maintenir, à certains périodes assez critiques de la vie politique des républicains espagnols, une ligne s'adaptant aux possibilités du moment.

Il avait, je crois, le plus haut grade de la Franc-Maçonnerie espagnole. Cela l'aida, probablement, dans son ascension politique.

Il ne manquait pas d'un certain courage moral et possédait, surtout, une grande vivacité d'esprit. Une mémoire excellente et une facilité naturelle d'assimilation suppleaient les déficiences d'une formation d'autodidacte (il avait commencé comme simple ouvrier typographe).

Nous n'avons pas toujours été d'accord; j'ai eu maintes fois l'occasion de découvrir ses points faibles; de remarquer et de signaler ses erreurs. Mais maintenant que la mort le rend invulnérable à toute critique, je ne veux me rappeler que sa fidélité aux idées démocratiques qu'il embrassa quand il décida de se séparer de ses premiers compagnons. Il a partagé avec nous toutes les heures difficiles de l'exil; quand d'autres renonçaient, il trouva le courage de persister dans une représentation plus symbolique qu'effective. Juridiquement, il fut le dernier président des « Cortes » espagnoles, représentation que personne ne pourra lui discuter, pas même Franco. Sa mort posera un nouveau problème aux démocrates espagnols, car sa succession, pour symbolique qu'elle soit, ne sera certainement pas facile et sera toujours contestée. Lui, comme président des « Cortes », était normalement désigné pour succéder à Azaña. Nul ne pouvait contester ce droit et cette représentation. Ce ne sera pas le même cas pour celui qui, éventuellement, pourrait le remplacer.

Il est mort à Paris de la maladie qui frappe souvent ceux qui minent les soucis et une vie intense : d'une crise cardiaque. Mort brusque, qui nous a surpris. Voilà encore un exilé qui restera en terre d'asile, avec la nostalgie et le regret de la terre que le vit naître et à laquelle il ne reviendra pas. Encore un nom, ajouté à la longue liste de cette Espagne errante, qui fut l'Espagne d'hier et qui sera, malgré tout, l'Espagne de demain.

Frédérica MONTSENY